

Centrale de Cordemais

L'Union Départementale Force Ouvrière de Loire-Atlantique dénonce le fait que la centrale thermique de Cordemais soit sacrifiée sur l'autel de la « *transition écologique* » et constate qu'il n'existe aujourd'hui aucun véritable plan B permettant d'assurer la pérennité du site. Le projet en cours « *Ecocombust* », dont le budget actuel est dérisoire, ne peut en effet à lui seul maintenir l'intégralité de la puissance électrique actuelle, ni les 2 000 emplois directs et indirects (dont ceux du port autonome).

Le projet « *Ecocombust* », selon les scénarios envisagés, ne pourra produire au mieux que 660 MW, soit le quart de la puissance installée à Cordemais avant la fermeture des tranches fioul.

L'Union départementale Force Ouvrière de Loire-Atlantique est bien sûr sensible aux questions liées à la pollution, avec ses conséquences sur la santé des salariés et de leurs familles. Cependant, il n'y a pas d'urgence à réduire la production d'électricité à base de charbon en France : cette dernière ne représente que 1,4% de la production nationale totale, contre plus de 40 % dans le monde et plus particulièrement en Allemagne. La fermeture des centrales à charbon d'ici 2022 répond en réalité à un dogme, celui de la décroissance, dont les effets sont dévastateurs pour l'industrie et l'emploi.

Dans ce contexte, l'Union Départementale Force Ouvrière de Loire-Atlantique revendique le maintien de toute la puissance électrique installée à Cordemais et le maintien de tous les emplois. Pour ce faire, un véritable projet industriel pérenne doit être mis en œuvre par la construction de nouvelles unités de production. Il en va de la sécurité énergétique du Grand Ouest.

Fait à Nantes, le 26 mars 2018

Pour plus d'informations contacter le
Syndicat Cgt-FO EDF Cordemais au 02.40.44.31.48
M@il : fo-up-cordemais@edf.fr



Union Départementale
de Loire Atlantique

UNION DEPARTEMENTALE CGT – FORCE OUVRIERE
des SYNDICATS DE SALARIES de LOIRE ATLANTIQUE
Bourse du travail Fernand Pelloutier - 2 Place de la Gare de l'Etat
44200 NANTES - Tél. : 02 28 44 19 00 – Mail : udfo44@force-ouvriere.fr